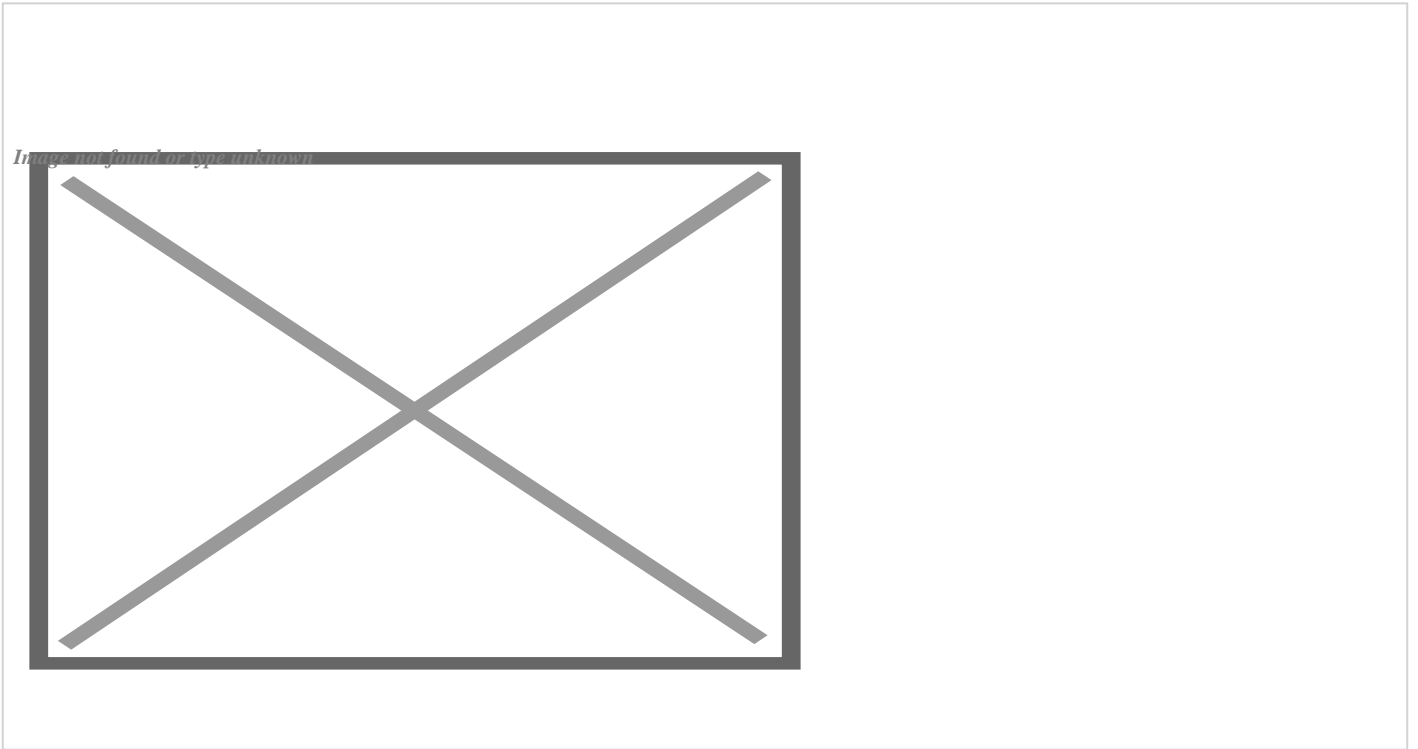


Négation et banalisation de la dictature par Milei dénoncées en Argentine



La Havane, 3 octobre, (RHC)- Le Secrétariat argentin aux droits de l'homme a exprimé sa profonde préoccupation concernant les déclarations du candidat à la présidence, Javier Milei, qui a nié et banalisé le terrorisme d'État pendant la dernière dictature militaire en Argentine (1976-1983).

Dimanche, lors du premier débat obligatoire entre les candidats à la Casa Rosada, le représentant de La Liberté avance, force d'extrême-droite, a affirmé qu'"il n'y a pas eu 30 000 disparus" pendant cette période et que "dans les années 70, il y a eu une guerre au cours de laquelle les forces de l'État ont commis des excès".

Ces phrases nous ramènent aux discours que la dictature elle-même a utilisés pour justifier le génocide et qui ont ensuite été utilisés par les responsables de ces crimes pour rechercher l'impunité, indique un communiqué du Secrétariat.

Quarante ans après le retour de la démocratie et après les progrès réalisés en matière de droits de l'homme, nous savons qu'en Argentine il n'y a pas eu de guerre ni d'excès, mais un État terroriste qui a planifié et exécuté un massacre pour imposer un modèle économique et éliminer toute dissidence politique, ajoute le communiqué.

En outre, il indique que les déclarations de Milei nient ce qui a été prouvé par la justice dans plus de 300 procès au cours desquels près de 1 200 répresseurs ont été condamnés pour les crimes les plus aberrants qui puissent être commis : enlèvements, tortures, abus, meurtres, disparitions de personnes de tous âges et vols d'enfants qui sont toujours recherchés.

Le nombre total de détenus-disparus et de victimes n'est pas connu en raison du caractère illégal et clandestin des actions de l'État et, en particulier, des forces armées et de sécurité pendant cette période.

Le chiffre de 30 000 a commencé à être utilisé pendant la dictature comme une estimation des plaintes reçues dans le pays et au niveau international, explique le document.

Ce chiffre est le symbole de la lutte pour les droits de l'homme dans la recherche de la non-répétition de ce qui s'est passé et de la recherche continue de la mémoire, de la vérité et de la justice, affirme le document.

Il dénonce également l'existence d'un pacte d'impunité entre les responsables de ces crimes, qui n'ont jamais révélé le nombre et l'identité des victimes, ni leur sort final.

Le nombre exact est et restera toujours indéterminé. Il est en cours d'élaboration et ne cesse de croître. Pourtant, il est essentiel de s'en approcher le plus possible. C'est pourquoi, dans les prochaines semaines, nous publierons un rapport qui contribuera à démonter ces positions négationnistes, précise le texte.

Le communiqué critique également les déclarations de Milei qui affirme que l'Armée Populaire Révolutionnaire et les Montoneros "ont également commis des crimes contre l'humanité", tentant ainsi d'assimiler les crimes de la dictature aux actions de ces organisations.

Le candidat entend remettre en cause un processus de Mémoire, de Vérité et de Justice qui est un exemple dans le monde entier.

Il y a quinze jours, le musée du site de la mémoire de l'ESMA a été inscrit sur la liste du patrimoine mondial et la communauté internationale a reconnu que ce centre clandestin de détention, de torture et d'extermination représente un terrorisme fondé sur la disparition forcée de personnes en Argentine et dans la région, ajoute-t-il.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/335721-negation-et-banalisation-de-la-dictature-par-milei-denoncees-en-argentine>



Radio Habana Cuba